

INTERNATIONAL, AU SOIR D'ALGÉRIE :

se dégrade sans cesse»

Voilà pourquoi la situation peut être explosive si on n'y prend pas garde ! Un ensemble de facteurs vont jouer les prochains mois, d'abord le facteur climatique, un hiver froid rendrait bien des services aux producteurs, le niveau des stocks, le facteur géopolitique qu'il ne faut pas ignorer, car la dépression et l'effondrement des recettes pétrolières font le lit des crises politiques comme chacun le sait et enfin la discipline de l'Opep pour absorber les cinq jours de stocks qui sont en plus aujourd'hui et pèsent sur les prix. Mais surtout l'évolution de l'économie réelle sera déterminante.

Symétriquement, les investisseurs reviendraient en masse vers les actifs pétroliers dès lors que la reprise sera confirmée et pourraient avoir un effet de levier sur les prix. L'effet rebond sera plus violent si les acteurs perçoivent une reprise plus rapide que prévu. L'ambiance morose aujourd'hui n'est pas représentative des tendances à l'œuvre. Dans tous les cas, la qualité des anticipations des acteurs sera déterminante et prendra fortement en compte les comportements de l'Opep. Dès le troisième trimestre 2009, nous pourrions entrer dans une zone de volatilité élevée qui peut annoncer un nouveau choc haussier en préparation. L'économie mondiale et dans son sillage l'industrie pétrolière et le marché vont ainsi générer des évolutions chaotiques à l'avenir. Nous allons connaître régulièrement des situations semblables à celle-ci dans le futur avec trois caractéristiques : instabilité, forte volatilité et imprévisibilité. Elles vont se renouveler cycliquement.

N'est-il pas urgent de s'orienter vers des secteurs économiques plus viables que celui des hydrocarbures ?

Il faut déconnecter au plus vite la croissance économique nationale du secteur des hydrocarbures, au risque de voir notre économie évoluer dans l'avenir comme un bateau ivre, connaissant des périodes successives de prospérité qui accentueront le phénomène de dutch disease.

Ainsi que des situations de dépression qui se traduiront inévitablement par une détérioration des équilibres macro-économiques et, de façon inéluctable, à la récession et au retour à l'endettement externe avec, à la clé, ne l'oublions pas, l'épuisement de nos réserves qui ne sont, selon le BP Statistical Review, que de 16.8 ans. Comme nous l'avons vu, les perspectives de l'économie mondiale en 2009 sont très aléatoires. A partir du moment où nous sortons du paradigme d'un marché sacro-saint, capable de s'autoréguler par lui-même, se pose la question de la régulation et donc celle, extrêmement sensible, de la gouvernance mondiale, c'est-à-dire du leadership. Dès lors qu'un consensus sera trouvé

entre grandes puissances, sur cette question, la crise se déboulera très rapidement.

La Russie veut jouer un rôle dans cette reconfiguration en cours des rapports de force économiques et politiques mondiaux. Je pense que cette arriérée-pensée marque aussi son rapprochement avec l'Opep. Mais il ne faut pas être naïf. Aucune puissance marquante dans le monde, et en premier lieu les Etats-Unis, n'acceptera que la Russie intègre l'Opep. Le risque sera fort qu'elle fédère les radicaux de cette organisation et la fasse éclater du même coup. En outre, la Russie à l'Opep portera la production de l'organisation à 55% du total mondial. L'Opep n'est politiquement acceptable que parce qu'elle est dominée par des pays proches des Etats-Unis, il faut bien le dire. Vue comme cela, vous imaginez bien que même l'Opep du gaz, dont on parle tant, a une forte odeur de soufre et ne peut pas voir le jour au moins pour cette raison car elle modifie significativement les grands équilibres géopolitiques de la scène énergétique mondiale. On s'aperçoit avec la Russie que le gaz naturel est un important vecteur de puissance ! Peut-être faut-il s'en inspirer.

Qu'en est-il des placements algériens à l'étranger ? D'autre part, on invoque la prudence s'agissant de la création d'un fonds souverain, est-ce une raison valable pour rester en dehors du jeu économique mondial ? N'est-ce pas antinomique avec le concept de la mondialisation dont on a accepté les règles ?

Alors là, question très intéressante ! Les officiels nous disent qu'ils s'élèvent à 139 milliards de dollars. Nous n'avons aucune raison de douter que toutes les précautions ont été prises pour minimiser le risque et accroître le rendement des placements.

Permettez-moi de partir de cette hypothèse de départ, considérant que nos cadres font généralement consciencieusement leur travail même si, stratégiquement, nous sommes enfermés ici dans une logique de «confort du placement» ou «placement de bon père de famille». Est-ce possible dans le contexte tumultueux de la globalisation ? J'ajouterai cette remarque : il est anormal qu'une question aussi importante, stratégique, ne fasse pas l'objet d'un débat public au sein de l'Assemblée nationale, que des compétences nationales reconnues dans ce domaine n'apportent pas leur contribution à la réflexion. Je crois qu'il y a réellement un problème de gouvernance à ce niveau et auquel il faut remédier. Cela est valable pour d'autres domaines, comme l'agriculture ou l'énergie. Concernant les fonds souverains, je voudrais dire que nous avons trop pris l'habitude que nos pays de trop idéo-

logiser le traitement des questions économiques avec, pour conséquence, d'en compliquer l'intelligence. Par le passé, nous avons eu l'exemple de la question du rééchelonnement, comme celle de la privatisation et j'en passe. Il faut bien considérer que ce sont des questions économiques qu'il faut traiter au mieux de l'intérêt national. Et le meilleur moyen d'éviter de se tromper, c'est encore de consulter tous ceux qui ont des choses intelligentes à dire sur la question. Parmi tous ces avis, il y a peut-être une idée intéressante à prendre. En l'occurrence, pour les fonds souverains, et ramener les choses à leur dimension réelle. Ce sont des ressources financières que possède notre pays et dont il faut tirer le meilleur parti. Ces ressources doivent créer de la valeur au sens physique, avoir un caractère moteur pour la croissance et non pas être seulement vues comme un patrimoine à préserver. Je suis de ceux qui pensent que deux instruments doivent être mis en place, bien entendu dans la transparence et sous le contrôle des institutions élues de la nation. Un fonds souverain doit être créé avec pour objectif d'investir en Algérie en encourageant de manière volontariste les activités à haute charge en matière grise. Cela n'est pas contradictoire avec la création d'emplois, quoi que l'on pense. Un second fonds souverain doit partir en chasse au niveau international pour contrôler les «pépites» qui sont sous-évaluées aujourd'hui du fait de la crise économique. Il faut partir d'une stratégie encore une fois claire et transparente et viser à prendre le contrôle d'entreprises qui peuvent avoir des effets de synergie avec le développement scientifique et technologique national. On peut aussi prendre des positions dans des secteurs stratégiques comme l'énergie, les télécommunications, le génie logiciel, etc. encore une fois en partant d'une vision globale. Des opportunités existent aujourd'hui qu'il serait fâcheux de rater.

L'adhésion à l'OMC continue à alimenter la polémique, cette fois-ci, elle bute sur le prix du gaz. Pouvez-vous nous éclairer sur cette question, quels sont les réels enjeux qui se cachent derrière cette adhésion ?

Je répondrai plus particulièrement à la question posée à notre pays concernant le prix du gaz pour le marché domestique. A ce sujet, il est clair que la présence de ressources énergétiques constitue un avantage comparatif pour notre économie, en plus d'être, bien entendu, une des dimensions de la souveraineté nationale. Le coût de l'énergie doit être un des leviers par lesquels l'Etat stimule et régule le dynamisme des acteurs économiques dans le cadre d'une

vision souveraine du développement. A ce titre, il s'agit d'un pouvoir régalié qui ne me semble pas susceptible de compromis. De la même manière doit être traité le prix du gaz et de l'énergie en général aux ménages.

Cependant nos ressources en gaz sont réputées rares et donc sujettes à une allocation basée sur des critères très sévères. La question posée dans les négociations me semble, selon les déclarations d'officiels, insister sur le prix pratiqué pour les projets pétrochimiques, jugés trop bas. A ce sujet, lorsque la CREG nous informe que la demande de gaz naturel national va doubler d'ici 2017, je pense qu'un débat doit être ouvert. Je l'ai dit durant ma conférence en juin dernier lors des Journées parlementaires sur la défense économique, notre marché naturel, soit l'Europe du Sud, est convoité par des sources qui, avec l'évolution de la technologie des méthaniers, lui deviennent accessibles, je pense au Moyen-Orient qui dispose de 73 Tm³ de réserves, à la Russie qui dispose de 43.6 Tm³ contre 4.5 Tm³ pour notre pays. Il nous faut réserver des capacités pour défendre nos parts de marché en Europe dans un marché en voie de sa libéralisation. Ainsi, autoriser des investisseurs étrangers en partenariat avec des nationaux, et avec le financement de banques algériennes, à réaliser des projets fortement consommateurs en gaz naturel, lequel est facturé dans tous les cas en deçà du prix à l'exportation, n'est-ce pas compromettre les volumes futurs qui nous seront nécessaires ? Nous souhaitons de bonnes surprises de la part de l'exploration en matière de gaz naturel mais je ne vous cache pas mon inquiétude.

Nos ressources sont limitées et il convient à mon avis de les préserver pour les générations futures. Pour reprendre l'heureuse expression du professeur Chitour, «notre meilleure banque, c'est notre sous-sol»... Je prône une politique conservatrice des réserves et les faits me confortent chaque jour dans mon opinion, la politique pétrolière nationale doit se fonder sur le patriotisme économique. Les hydrocarbures et l'énergie en général sont la base de la souveraineté.

De Churchill lorsqu'il a créé British Petroleum à partir de l'Anglo Persian Oil Company, jusqu'à de Gaulle avec tout l'outil industriel et technologique qu'il a créé et développé depuis le pétrole jusqu'au Commissariat à l'énergie atomique, les Etats traitent l'énergie comme un domaine de souveraineté qui échappe aux considérations mercantiles. Ils en arrivent même à faire des guerres pour cela. L'Etat algérien ne peut pas faire moins. Aujourd'hui, la puissance pétrolière des pays producteurs ne repose plus seulement sur le niveau de leurs réserves et de leurs productions

mais surtout sur la performance de leurs acteurs pétroliers et gaziers nationaux. Pour reprendre une expression d'un illustre pétrolier algérien. Sonatrach dit être considérée comme la prune de nos yeux. Tout doit être fait pour la renforcer et la consolider. Et le renforcement d'une compagnie pétrolière est d'abord dans le recentrage sur ses métiers de base, soit d'abord et avant tout l'exploration – production. Ce qui fait la force d'une compagnie pétrolière, ce sont ses réserves économiquement exploitables.

D'autre part, l'industrie du pétrole devient de plus en plus une industrie de haute technologie et les compagnies pétrolières ne valent que par leur puissance technologique. Il faut que notre compagnie soit portée au niveau de ses concurrents internationaux. C'est une priorité. Il faut qu'elle conserve et développe sa matière grise et non l'inverse. Et dans cet immense effort, toutes les forces de la nation doivent être impliquées. Sonatrach doit être un moteur pour l'université et la recherche nationale. Elle doit aussi entraîner derrière elle un puissant tissu de PME innovantes. L'accès de ces PME au marché de Sonatrach ne doit pas se faire seulement sur la base de critères de moins-disant. La sous-traitance dans le secteur des hydrocarbures doit faire l'objet d'une démarche nationale. Au premier rang, des sous-traitants à encourager chez lesquels doit figurer l'ingénierie, qui est une véritable mémoire de toute industrie. Pour conclure sur ce point, je voudrais dire que le monde engage sa transition énergétique vers un modèle non fossile qui sera largement concrétisée vers 2050. La planète a consommé la moitié de pétrole qu'elle recelait, reste la moitié la plus difficile à produire. Des ressources alternatives se préparent à prendre le relais. Le pétrole sera réservé à terme, aux usages pour lesquels il n'existe pas de substitut, essentiellement dans les transports aériens. L'intérêt des pays producteurs aujourd'hui est de fournir les ressources le temps que la transition s'opère et que les substituts s'imposent. Bien malheureusement, les pays producteurs sont les grands absents de cette transition énergétique.

Notre pays doit viser à être un agent actif et non passif de cette transition énergétique, prendre appui sur ses ressources pour construire des partenariats qui ouvrent de réelles perspectives stratégiques en la matière. De la même manière, il convient de mettre en œuvre une réelle politique d'économie des énergies. Ce qui se passe chez nous est anormal, contrairement aux tendances mondiales, notre efficacité énergétique se dégrade sans cesse, ce qui est grave. Il faut tirer la sonnette d'alarme !

F. H.